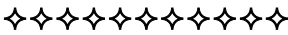


Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOURG EN BRESSE - 0101 - Actes des sociétés (A) - Dépôt le 15/11/2024 - 11176 - 2024 D 00674 - 931 544 001 - 5B INVEST

5B INVEST

Société Civile Immobilière au capital de 1.000 Euros
Siège social : 957 Chemin du Trève d’Ars, (01600) Reyrieux
931 544 001 R.C.S BOURG-EN-BRESSE



PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 19 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-neuf septembre à dix heures, les associés de la société civile immobilière « 5B INVEST », dont le siège est à Reyrieux (01600), 957 Chemin du Trève d’Ars, au capital de mille euros, divisé en mille parts de même valeur chacune (la « Société »), se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, suivant convocations adressées par la gérance.

Etaient présents :

▪ Monsieur Laurent BESNARD	
La nue-propiété de cinq cent une parts	501
▪ Monsieur Guillaume BESNARD	
La nue-propiété de cent soixante-six parts	166
▪ Monsieur Adrien BESNARD	
La nue-propiété de cent soixante-six parts	166
▪ Monsieur Arthur BESNARD	
La nue-propiété de cent soixante-six parts	166
▪ ALB CONSEILS	
La pleine propriété d’une part	1
L’usufruit viager de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts	999

TOTAL :
MILLE PARTS **1.000**

Monsieur Laurent BESNARD, gérant de la Société, (le « Gérant ») préside l'assemblée et constate que tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer.

Puis, il rappelle l'ordre du jour :

1. Constatation de la nouvelle répartition du capital social suite à (i) la cession par Monsieur Laurent BESNARD de la nue-propiété de 495 parts sociales de la Société au profit de Messieurs Guillaume BESNARD (pour 165 parts), Adrien BESNARD (pour 165 parts) et Arthur BESNARD (pour 165 parts), (ii) la cession par Messieurs Guillaume BESNARD, Adrien BESNARD et Arthur BESNARD de l’usufruit viager portant sur 3 parts de la Société au profit de Monsieur Laurent BESNARD, (iii) de la cession par Monsieur

Laurent BESNARD de l'usufruit viager de 999 parts sociales de la Société au profit de la société ALB CONSEILS et modification corrélative de l'article 7 des statuts ;

2. Pouvoirs pour formalités.

Le Gérant dépose ensuite sur le bureau :

- * un exemplaire des statuts de la Société,
- * les actes de cession intervenus,
- * le texte des résolutions proposées.

Puis, il donne lecture du texte des résolutions proposées.

Le Gérant déclare la discussion ouverte, diverses observations sont échangées et lorsque personne ne demande plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

Constatation de la nouvelle répartition du capital social suite à (i) la cession par Monsieur Laurent BESNARD de la nue-propriété de 495 parts sociales de la Société au profit de Messieurs Guillaume BESNARD (pour 165 parts), Adrien BESNARD (pour 165 parts) et Arthur BESNARD (pour 165 parts), (ii) la cession par Messieurs Guillaume BESNARD, Adrien BESNARD et Arthur BESNARD de l'usufruit viager portant sur 3 parts de la Société au profit de Monsieur Laurent BESNARD, (iii) de la cession par Monsieur Laurent BESNARD de l'usufruit viager de 999 parts sociales de la Société au profit de la société ALB CONSEILS

Après avoir pris acte des cessions suivantes intervenues ce jour :

1. La cession de la nue-propriété* de 495 parts sociales de la Société comme suit :

- par Monsieur Laurent BESNARD à Monsieur Guillaume BESNARD : 165 parts sociales, n° 502 à 666,
- par Monsieur Laurent BESNARD à Monsieur Adrien BESNARD : 165 parts sociales, n° 667 à 831,
- par Monsieur Laurent BESNARD à Monsieur Arthur BESNARD : 165 parts sociales, n° 832 à 996.

** Le cédant conservera sur sa tête (avec réversibilité au profit de son épouse en cas de prédécès), l'usufruit viager des parts sociales cédées*

2. La cession de l'usufruit viager portant sur 3 parts sociales de la Société comme suit :

- Monsieur Guillaume BESNARD cède à Monsieur Laurent BESNARD le droit d'usufruit viager (portant sur la tête de Monsieur Laurent BESNARD

et réversible à son épouse Madame Agnès COMBE en cas de prédécès de celui-ci) portant sur une (1) part sociale, numérotée 997,

- Monsieur Adrien BESNARD cède à Monsieur Laurent BESNARD le droit d’usufruit viager (portant sur la tête de Monsieur Laurent BESNARD et réversible à son épouse Madame Agnès COMBE en cas de prédécès de celui-ci) portant sur une (1) part sociale, numérotée 998,
- Monsieur Arthur BESNARD cède à Monsieur Laurent BESNARD le droit d’usufruit viager (portant sur la tête de Monsieur Laurent BESNARD et réversible à son épouse Madame Agnès COMBE en cas de prédécès de celui-ci) portant sur une (1) part sociale, numérotée 999.

3. **La cession de l’usufruit viager portant sur 999 parts sociales de la Société** par Monsieur Laurent BESNARD à la société ALB CONSEILS (portant sur la tête de Monsieur Laurent BESNARD et réversible à son épouse Madame Agnès COMBE en cas de prédécès de celui-ci), numérotées 1 à 999,

l’Assemblée Générale constate la nouvelle répartition du capital social de la Société et décide de modifier en conséquence l’article 7 des statuts comme suit :

« Article 7 – Capital social

*Le capital social est fixé à la somme de **MILLE EUROS (1.000 €)** montant des apports ci-dessus effectués. Il est divisé en **MILLE (1.000) PARTS de 1 Euro** chacune, numérotées de 1 à 1.000 et attribuées aux associés dans la proportion de leurs apports respectifs, soit :*

	<u>Usufruit viager</u>	<u>Nue- propriété</u>	<u>Pleine propriété</u>
• Monsieur Laurent BESNARD La nue-propiété de cinq cent une parts n°1 à 501----- (portant sur la tête de M. Laurent BESNARD et son épouse Mme. Agnès COMBE)		501	
• Monsieur Guillaume BESNARD La nue-propiété de cent soixante-six parts n°502 à 666 et n°997----- (sous l’usufruit viager susvisé)		166	
• Monsieur Adrien BESNARD La nue-propiété de cent soixante-six parts n°667 à 831 et n°998----- (sous l’usufruit viager susvisé)		166	
• Monsieur Arthur BESNARD La nue-propiété de cent soixante-six parts n°832 à 996 et n°999----- (sous l’usufruit viager susvisé)		166	

- ALB CONSEILS

La pleine propriété d'une part,

n°1.000----- 1

L'usufruit viager de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts

n°1 à 999----- 999

(sous l'usufruit viager susvisé)

TOTAL DES APPORTS :

MILLE PARTS----- **1.000**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

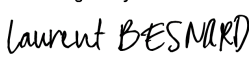
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal que les associés et la gérance ont signé, après lecture faite.

Monsieur Laurent BESNARD
Associé-gérant

DocuSigned by:

B5664F3D9A66413...

Monsieur Guillaume BESNARD
Associé

Signé par :

935B3F6AA632492...

Monsieur Adrien BESNARD
Associé

Signé par :

F58D25CBFD77449...

ALB CONSEILS

M. Laurent BESNARD
Associé

DocuSigned by:

B5664F3D9A66413...

Monsieur Arthur BESNARD
Associé

DocuSigned by:

C002A2CE95CD463...

CESSION DE LA NUE-PROPRIÉTÉ DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

1. **Monsieur Laurent BESNARD**, né le 20 février 1966 à Neuilly (92), de nationalité française, marié avec Madame Agnès Combe, née le 5 août 1965 à Grenoble (38), sous le régime de la séparation de biens, demeurant à Reyrieux (01600), 957 Chemin du Trève d'Ars,

Ci-après dénommé le « Cédant »,
Ou « Monsieur Laurent BESNARD »,

DE PREMIÈRE PART,

ET

2. **Monsieur Guillaume BESNARD**, né le 1^{er} octobre 1991 à Voiron (38), de nationalité française, marié avec Madame Marine Desmazieres, née le 23 octobre 1982 à Tourcoing (59) sous le régime de la séparation de biens, demeurant à Heiligenstein (67140), 10 Rue Simonsbrunne,
3. **Monsieur Adrien BESNARD**, né le 14 janvier 1994 à Voiron (38), de nationalité française, célibataire, demeurant à Grenoble (38000), 13 Rue Alphonse Terray,
4. **Monsieur Arthur BESNARD**, né le 26 Août 1996 à Voiron (38), de nationalité française, célibataire, demeurant à Marseille (13007), 37 Rue Chaix,

Ci-après dénommés les « Cessionnaires »,
Ou individuellement le « Cessionnaire », ou « Monsieur Guillaume BESNARD »,
« Monsieur Adrien BESNARD », Et « Monsieur Arthur BESNARD ».

DE DEUXIÈME PART,

Le Cédant et les Cessionnaires étant ci-après appelés individuellement une « Partie » et ensemble les « Parties ».

IL A ÉTÉ RAPPELÉ CE QUI SUIT :

Le Cédant est associé de la SCI 5B INVEST, SCI ayant pour objet l'acquisition, la construction, la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par location ou autrement, de tous terrains, immeubles et biens immobiliers.

Les principales caractéristiques de la SCI 5B INVEST sont les suivantes :

↳ DÉNOMINATION SOCIALE : **5B INVEST** (ci-après dénommée la « Société »)

↳ OBJET SOCIAL :

- L'acquisition, la construction, la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par location ou autrement, de tous terrains, immeubles et biens immobiliers ;
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens directs ou indirects, apports, souscription ou achat d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés.

DS
LB
Paraphe
GB
Paraphe
AB
DS
AB

↳ SIÈGE SOCIAL : 957 Chemin du Trêve d'Ars, (01600) Reyrieux

↳ DURÉE : 99 années à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

↳ EXERCICE SOCIAL : 31 Décembre de chaque année

↳ IMMATRICULATION : 931 544 001 R.C.S. Bourg-en-Bresse

↳ CAPITAL SOCIAL : 1.000 Euros divisé en MILLE (1.000) parts d'un Euro (1 €) chacune entièrement libéré

↳ ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Le Cédant a acquis la pleine propriété de neuf cent quatre-vingt-seize (996) parts sociales lors de la constitution de la Société suivant acte sous seing privé en date à Reyrieux du 25 Juillet 2024, en rémunération de son apport en numéraire.

↳ RÉPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL SOCIAL :

Nombre de parts :

• Monsieur Laurent BESNARD Neuf cent quatre-vingt-seize Euros -----	996 €
• Monsieur Guillaume BESNARD Un Euro -----	1 €
• Monsieur Adrien BESNARD Un Euro -----	1 €
• Monsieur Arthur BESNARD Un Euro -----	1 €
• ALB CONSEILS Un Euro -----	1 €

TOTAL DES APPORTS :

MILLE EUROS ----- 1 000 €

Le Cédant souhaite intéresser davantage les Cessionnaires au capital social de la Société, tout en conservant les pleins pouvoirs grâce à une réserve d'usufruit viager.

Le présent contrat (le « Contrat ») a pour objet de matérialiser la cession de la nue-propriété à Monsieur Guillaume BESNARD, à Monsieur Adrien BESNARD et à Monsieur Arthur BESNARD.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I - CESSION DE LA NUE-PROPRIÉTÉ

Le Cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit aux Cessionnaires qui acceptent, la nue-propriété de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (495) parts sociales, lui appartenant dans la Société, sous réserve d'un usufruit viager portant sur la tête de Monsieur Laurent BESNARD réversible à son épouse Madame Agnès Combe, ainsi qu'il suit :

DS Paraphe Paraphe DS
LB GB AB AB

- **Monsieur Guillaume BESNARD** reçoit de Monsieur Laurent BESNARD la nue-propiété de cent soixante-cinq (165) parts sociales, n° 502 à 666,
- **Monsieur Adrien BESNARD** reçoit de Monsieur Laurent BESNARD la nue-propiété de cent soixante-cinq (165) parts sociales, n° 667 à 831,
- **Monsieur Arthur BESNARD** reçoit de Monsieur Laurent BESNARD la nue-propiété de cent soixante-cinq (165) parts sociales, n° 832 à 996.

II - PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de DEUX CENT QUARANTE-SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (247,50 €), payé dans les huit (8) jours suivants le présent acte par les Cessionnaires au Cédant qui le reconnaît et l'accepte.

Ce prix est ventilé comme suit entre les Cessionnaires :

- Monsieur Guillaume BESNARD paie la somme de quatre-vingt-deux euros et cinquante centimes (82,50 €) à Monsieur Laurent BESNARD pour l'acquisition de la nue-propiété des 165 parts ;
- Monsieur Adrien BESNARD paie la somme de quatre-vingt-deux euros et cinquante centimes (82,50 €) à Monsieur Laurent BESNARD pour l'acquisition de la nue-propiété des 165 parts ;
- Monsieur Arthur BESNARD paie la somme de quatre-vingt-deux euros et cinquante centimes (82,50 €) à Monsieur Laurent BESNARD pour l'acquisition de la nue-propiété des 165 parts.

Le calcul du prix s'est fait à 50 % de la valeur de la pleine propriété des parts sociales cédées, compte tenu d'un usufruit viager valorisé selon le barème de l'article 669 I du CGI (l'usufruit viager étant mis sur la tête de personnes âgées de moins de 61 ans révolus).

III - CONDITIONS

Les Cessionnaires seront titulaires de la nue-propiété des parts susvisées à compter de ce jour et en auront la jouissance à compter du début de l'exercice en cours.

En conséquence, le Cédant les met et subroge dans tous les droits et obligations qui y sont attachés.

IV - AGRÉMENT

Conformément à l'article 11-B des statuts de la Société, les Cessionnaires étant déjà associés de la Société, aucun agrément n'est requis.

V - FORMALITÉS

Le porteur d'un original ou d'une copie des présentes effectuera les formalités légales de publicité.

VI - AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu et reconnaissent avoir été informés par le rédacteur des présentes des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette déclaration.

DS LB	Paraphe GB	Paraphe AB	DS AB
----------	---------------	---------------	----------

VII - DÉCLARATIONS FISCALES

A. Rappel des mentions obligatoires en application de l'article 726 III du CGI issu de l'article 119 de la loi 2023-1322 du 30 décembre 2023

Les Parties effectuent les déclarations suivantes concernant la Société dont les titres sont cédés :

- La Société est une société à prépondérance immobilière ;
- La Société n'est pas une société mentionnée à l'article 1655 ter du CGI (c'est-à-dire qu'elle n'est pas une société immobilière de copropriété transparente) ;
- La participation cédée dans la Société ne confère pas aux Cessionnaires, directement ou indirectement, le droit à la jouissance d'immeubles ou de fractions d'immeubles au sens de l'article 728 du CGI ;
- Les Cessionnaires n'ont pas acquitté ou ne se sont pas engagés à acquitter, directement ou indirectement, des dettes contractées auprès du Cédant par la Société.

B. Rappel des obligations en matière de plus-value des particuliers :

Le Cédant déclare ne pas constater de plus-value au titre de la cession de la nue-propriété de la part sociale cédée et ne signe en conséquence aucune déclaration 2048-M-SD.

C. Rappel des obligations en matière de droit d'enregistrement :

Conformément aux dispositions fiscales en vigueur, il est rappelé que la présente cession de parts sociales doit être enregistrée dans le délai d'un mois de la signature.

Dans ce contexte et compte tenu du prix de cession des titres, les droits d'enregistrement seront égaux à 25 Euros.

VIII - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes sont à la charge du Cédant qui s'y oblige.

IX - ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties déclarent expressément faire élection de domicile en leur domicile respectif.

X - SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les Parties :

- reconnaissent que le Contrat est conclu sous la forme d'un écrit électronique, conformément aux dispositions de l'article 1366 du code civil, et signé électroniquement au moyen d'un procédé fiable d'identification mis en place par DocuSign garantissant le lien entre chaque signature avec le Contrat auquel elle s'attache, conformément aux dispositions de l'article 1367 du code civil ;
- reconnaissent que le Contrat a la même force probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du code civil et qu'il pourra leur être valablement opposé ;
- reconnaissent que (a) l'exigence d'une pluralité d'originaux est réputée satisfaite lorsque le Contrat signé électroniquement est établi et conservé conformément aux articles 1366

DS Paraphe Paraphe DS
LB GB AB AB

et 1367 du code civil, et que (b) ce procédé permet à chaque Partie de disposer d'un exemplaire sur support durable ou d'y avoir accès, conformément aux dispositions de l'article 1375 du code civil ;

- s'entendent pour désigner Reyrieux (France) comme lieu de signature du Contrat ; et,
- reconnaissent et acceptent que le Contrat prendra effet à la date mentionnée ci-dessous.

Signé via DocuSign,

Le 19 Septembre 2024

Monsieur Laurent BESNARD

Le Cédant

DocuSigned by:

B5664F3D9A66413...

Monsieur Adrien BESNARD

Le Cessionnaire

Signé par :

F58D25CBFD77449...

Monsieur Guillaume BESNARD

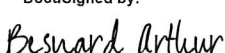
Le Cessionnaire

Signé par :

935B3F6AA632492...

Monsieur Arthur BESNARD

Le Cessionnaire

DocuSigned by:

C002A2CE95CD463...

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

AIN

Le 03/10/2024 Dossier 2024 00046391, référence 0104P01 2024 A 01809

Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Vingt-cinq Euros

Montant reçu : Vingt-cinq Euros

5B INVEST

Société Civile Immobilière au capital de 1.000 Euros
Siège social : 957 Chemin du Trève d’Ars, (01600) Reyrieux
931 544 001 R.C.S BOURG-EN-BRESSE



S T A T U T S

Acte SSP en date à Reyrieux du 25 Juillet 2024

Mis à Jour le 19 Septembre 2024

STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé par les présentes une Société Civile Immobilière qui sera régie par les articles 1832 à 1870 du Code Civil et plus généralement les dispositions légales ou réglementaires concernant ce type de société, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet :

- ⇒ L'acquisition, la construction, la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par location ou autrement, de tous terrains, immeubles et biens immobiliers,
- ⇒ La prise de tous intérêts et participations par tous moyens directs ou indirects, apports, souscription ou achat d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés,

Et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La société a pour dénomination : « **5B INVEST** ».

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie des mots « Société Civile Immobilière » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **957 Chemin du Trève d'Ars, (01600) Reyrieux**.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective extraordinaire.

Le transfert en tout autre endroit de la même ville ou des communes limitrophes pourra être effectué par simple décision du gérant.

ARTICLE 5 – DURÉE

La durée de la société est fixée à **QUATRE-VINGT DIX NEUF ANNÉES** qui commenceront à courir à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle pourra être prorogée ou dissoute par anticipation, par décision collective extraordinaire.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté à la Société, une somme en numéraire de **MILLE EUROS (1.000 €)** à concurrence de :

- Monsieur Laurent BESNARD
Neuf cent quatre-vingt-seize Euros ----- 996 €
- Monsieur Guillaume BESNARD
Un Euro ----- 1 €
- Monsieur Adrien BESNARD
Un Euro ----- 1 €
- Monsieur Arthur BESNARD
Un Euro ----- 1 €
- ALB CONSEILS
Un Euro ----- 1 €

TOTAL DES APPORTS :

MILLE EUROS ----- 1 000 €

Ces sommes seront versées dans la société au fur et à mesure des appels de la Gérance, suivant les besoins de la Société.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE EUROS (1.000 €)** montant des apports ci-dessus effectués. Il est divisé en **MILLE (1.000) PARTS** d'Un (1) Euro chacune, numérotées de 1 à 1.000 et attribuées aux associés dans la proportion de leurs apports respectifs, soit :

- | | <u>Usufruit</u>
<u>viager</u> | <u>Nue-</u>
<u>propriété</u> | <u>Pleine</u>
<u>propriété</u> |
|---|----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Laurent BESNARD
La nue-propriété de cinq cent une parts
n°1 à 501----- 501
<i>(portant sur la tête de M. Laurent BESNARD et
son épouse Mme. Agnès COMBE)</i> | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Guillaume BESNARD
La nue-propriété de cent soixante-six parts
n°502 à 666 et n°997-----166
<i>(sous l'usufruit viager susvisé)</i> | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Adrien BESNARD
La nue-propriété de cent soixante-six parts
n°667 à 831 et n°998-----166
<i>(sous l'usufruit viager susvisé)</i> | | | |

Monsieur Arthur BESNARD La nue-propriété de cent soixante-six parts n°832 à 996 et n°999-----166 (sous l'usufruit viager susvisé)	
ALB CONSEILS La pleine propriété d'une part, n°1.000-----1	
L'usufruit viager de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts n°1 à 999----- 999 (sous l'usufruit viager susvisé)	
TOTAL DES APPORTS :	
MILLE PARTS -----	<u>1.000</u>

ARTICLE 8 – AUGMENTATION – REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être augmenté à toute époque par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime, attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Dans les mêmes conditions, il pourra être augmenté par la conversion de tout ou partie des bénéfices ou réserves en parts nouvelles, ou par leur affectation à l'élévation du nominal des parts.

Le capital social peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire pour toute cause.

Le capital social peut également, par décision collective extraordinaire, être amorti en totalité ou en partie.

En cas de création de parts nouvelles en représentation d'apports en numéraire, les associés auront un droit de préférence à la souscription des parts, chacun dans la proportion des parts déjà possédées par lui.

Ce droit sera exercé dans les conditions fixées par la gérance.

Ce droit peut être réduit ou supprimé à l'occasion d'une augmentation particulière, par la décision collective qui décide l'augmentation de capital.

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les associés font leur affaire personnelle de toutes acquisitions ou cessions de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne droit également, dans les conditions dites ci-dessous, à une part dans les bénéfices et dans le boni de liquidation.

Elle entraîne pour chaque associé, l'obligation de contribuer aux pertes dans les conditions légales.

Elle donne enfin aux associés, le droit de participer aux décisions collectives, selon les modalités dites ci-dessous.

Chaque associé répond, à l'égard des tiers, des dettes sociales au prorata de sa part dans le capital social au jour de l'exigibilité de la dette ou de la cessation des paiements. Cette responsabilité est indéfinie.

Les créanciers ne peuvent cependant poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé, qu'après avoir vainement et préalablement poursuivi la société.

L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu dans les mêmes proportions que celui dont la participation dans le capital est la plus faible.

ARTICLE 10 – REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le droit de chaque associé résulte des présents statuts, des actes modificatifs et des cessions régulièrement consenties et constatées.

Une copie certifiée conforme par le gérant de ces divers documents sera délivrée aux frais de la société à tout associé qui en fera la demande.

ARTICLE 11 – CESSION DE PARTS

A) Forme de la cession

La cession de parts doit être constatée par acte sous seings privés. Cet acte précisera les nom et prénoms du cédant et du cessionnaire, le nombre et la valeur des parts cédées, le prix de cession.

La cession est rendue opposable à la société par la voie, soit d'une signification par acte extrajudiciaire, soit par l'acceptation de la société dans un acte authentique, soit par un transfert sur les registres de la société (article 1865 al.1 du Code Civil).

La publicité de la cession de parts se fera par le dépôt prévu au Registre du Commerce & des Sociétés de deux originaux ou expéditions de l'acte.

Toute cession entre époux devra avoir acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

B) Cessions entre associés

Les parts sont librement cessibles entre associés.

C) Cessions à des tiers

La cession de parts sociales autre qu'à un associé, ne peut avoir lieu que sous la condition de l'agrément préalable des associés, donné dans les conditions d'une décision collective extraordinaire.

Le projet de cession est notifié avec demande d'agrément à la société et à chacun des associés, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le gérant consulte les associés dans les conditions et formes prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

La décision est portée à la connaissance du cédant ainsi que de l'ensemble des Associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du gérant. Cette notification doit être faite dans les deux mois suivant la notification du projet de cession.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts que le demandeur se propose de céder.

Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs en proportion du nombre de parts qu'ils détiennent à la date de notification du projet.

En pareil cas, le ou les associés intéressés doivent faire connaître leur position à la société et à chacun des autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le mois de la notification qui leur a été faite du refus d'agrément. Cette lettre indiquera le nombre de parts dont le rachat est proposé et le prix qui est offert.

Le gérant procédera alors au vu des demandes présentées à la répartition des parts dans les conditions dites ci-dessus.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou si les demandes d'acquisition ne couvrent pas la totalité des parts, objet du projet de cession, le gérant devra convoquer une assemblée générale extraordinaire qui pourra faire acquérir les parts par un tiers désigné par elle ou procéder au rachat des parts par la société en vue de leur annulation.

Cette assemblée devra se tenir au plus tard dans les quatre mois de la demande d'agrément initiale.

Le gérant notifiera au cédant le nom du ou des acquéreurs proposés ou l'offre de rachat faite par la société, ainsi que le prix offert. Cette notification se fera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les huit jours de l'assemblée générale extraordinaire dite ci-dessus.

Le cédant peut accepter ces propositions, mais en contester le prix.

Celui-ci est alors fixé par un expert désigné d'accord entre le cédant et le candidat acquéreur ou, à défaut par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés et sans recours possible.

L'expert notifiera son rapport à la société et à chacun des associés. Chacune des parties peut renoncer à la cession aussi longtemps que le prix dit par l'expert n'a pas été accepté par elle. De toutes manières, le cédant peut à tout moment renoncer à son projet.

Les frais d'expertise sont, sauf cas contraire, supportés moitié par le cédant, moitié par le candidat acquéreur.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification du projet de cession avec demande d'agrément, l'agrément à la cession est réputé acquis, sauf pour les autres associés à décider dans le même délai de la dissolution anticipée de la société. Cette décision deviendrait cependant caduque si le cédant faisait connaître dans le mois de la décision, qu'il renonce à la cession.

ARTICLE 12 – RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'ASSOCIE AU CONJOINT D'UN ASSOCIE

En cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, notifier à la société son intention d'être personnellement associé pour la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint doit être agréé par décision extraordinaire des associés.

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. La décision des associés doit être notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de un mois à compter de sa demande.

A défaut de notification dans ce délai, l'agrément est réputé accordé. En cas de refus d'agrément dûment notifié, l'époux apporteur des biens ou souscripteur des parts demeure associé pour la totalité des parts concernées.

ARTICLE 13 – NANTISSEMENT

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous seings privés signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

La publicité du nantissement est faite dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le créancier nanti transmet au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu d'immatriculation de la société, justification du nantissement comportant les mentions prévues par la réglementation. L'avis de nantissement est déposé en annexe au Registre du Commerce & des Sociétés.

S'il s'agit d'un acte sous seings privés, un original du titre est également déposé.

Les subrogations dans le nantissement ou sa mainlevée sont publiées en marge de l'avis de nantissement.

La date de la publication détermine le rang des créanciers nantis.

Ceux dont les titres sont publiés le même jour viennent en concurrence.

Le privilège de créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés, leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'une cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts, à la condition que cette réalisation soit notifiée aux associés et à la société, un mois avant la vente.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente.

Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent.

Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

Cette décision ne peut être prise que dans le cadre d'une décision collective extraordinaire.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit être notifiée aux associés et à la société, un mois avant la vente.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution prévue ci-dessus.

Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

ARTICLE 14 – RETRAIT D'UN ASSOCIE

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, sous réserve de l'accord des autres associés dans le cadre d'une décision collective extraordinaire.

La demande de retrait doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés, six mois avant la date d'effet du retrait.

La demande de retrait ne peut être formulée que par des associés membres de la société depuis plus de deux ans.

Le retrait peut également être autorisé pour juste motif par décision du Président du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits.

Cette valeur est fixée d'un commun accord entre la société et lui-même, ou à défaut, dans le cadre de l'expertise prévue par l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 15 – DECES – LIQUIDATION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute. Elle continue entre les associés survivants.

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit des héritiers en ligne directe du titulaire ou du conjoint survivant, à charge par eux de justifier de leur état civil et de leur qualité d'ayant droit.

Les parts sociales sont également transmises librement en cas de liquidation de communauté entre époux au profit du conjoint survivant.

Toute transmission de parts sociales par voie de succession au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant, ne pourra avoir lieu qu'avec l'agrément des associés se prononçant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Afin d'obtenir cet agrément, les héritiers ou ayants-droit du défunt, devront notifier leur demande à la société et aux associés dans les trois mois du décès.

La société disposera d'un délai d'un mois pour faire connaître sa réponse à la demande d'agrément qui lui a été notifiée, la décision d'agrément devant intervenir dans le cadre d'une décision collective extraordinaire.

En cas de réponse affirmative, la transmission se fera immédiatement.

En cas de décision portant refus d'agrément, les associés restants devront acquérir pour eux-mêmes, au prorata de leurs droits dans la société, ou pour toute personne de leur choix, les parts de l'associé décédé.

La cession se fera moyennant un prix qui, à défaut d'accord amiable, sera déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La mutation sera réalisée dès fixation définitive du prix. Notification en sera faite aux bénéficiaires évincés dans la quinzaine.

Ceux-ci devront se présenter au siège de la société pour recevoir le prix de cession qui sera payable 1/4 comptant, le surplus en trois fractions annuelles égales et successives, pour la première être payée un an après le versement comptant, les sommes dues produisant intérêt au taux légal payable avec chaque fraction de capital l'ayant produit.

Pendant la durée de la procédure d'agrément, les parts, objet de cette procédure ne peuvent être représentées aux délibérations et il n'en est pas tenu compte dans le calcul des quorum et majorité.

ARTICLE 16 – REUNION DE TOUTES LES PARTS

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société.

Tout intéressé peut demander la dissolution de la société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.

ARTICLE 17 – NOMINATION DE LA GERANCE – CESSATION DE FONCTIONS

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personne physique ou morale, désignés pour une durée déterminée ou non.

Est nommé comme gérant de la société pour une durée non limitée :

- **Monsieur Laurent BESNARD**, né le 20 février 1966 à Neuilly (92), demeurant à Reyrieux (01600), 957 Chemin du Trève d'Ars.

Les fonctions des gérants prennent fin par l'arrivée du terme, par décès, par démission, par survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité, plus généralement par l'impossibilité pour ces derniers de continuer leurs fonctions.

En cas de décès de l'un des gérants, il sera procédé à son remplacement par décision collective des associés, dans les trois mois du décès.

Le gérant est révocable par décision collective ordinaire. Il peut également être révoqué par décision judiciaire pour toute cause légitime.

Le gérant révoqué sans juste motif a droit à des dommages intérêts.

La révocation du gérant n'entraîne pas la dissolution de la société.

La nomination et la cessation des fonctions du gérant doivent être publiées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Si la gérance est déférée à une personne morale, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 18 – ABSENCE DE GERANCE

Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Le Tribunal, à la demande de tout intéressé, peut prononcer la dissolution anticipée de la société lorsqu'elle est dépourvue de gérant depuis plus d'un an.

ARTICLE 19 – REMUNERATION

La rémunération de la gérance, s'il y a lieu, est fixée par décision collective ordinaire.

ARTICLE 20 – POUVOIRS DU GERANT

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant engage la société pour tous les actes entrant dans l'objet social.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Le gérant a seul le pouvoir de décider la cession du ou des biens immobiliers, propriété de la société, sous réserve d'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire.

Lorsque plusieurs gérants ont été nommés, ils exercent séparément leurs pouvoirs, sauf le droit pour chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Cette opposition est sans effet vis à vis des tiers s'il n'est établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les clauses limitatives des pouvoirs des gérants sont inopposables aux tiers.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants, dans leur révocation dans leur démission, si ces décisions ont été régulièrement publiées.

ARTICLE 21 – RESPONSABILITE

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers des infractions aux lois ou réglementation, de la violation des statuts, des fautes de gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire. Dans leurs rapports entre eux, le Tribunal déterminera la part contributive de chacun.

Le gérant ne doit consacrer aux affaires sociales que le temps et les soins nécessaires.

ARTICLE 22 – COMPTES COURANTS

Les associés pourront, avec l'accord du gérant, verser des sommes en compte courant.

Les conditions d'intérêts et de remboursement de ces sommes seront fixées d'accord avec le gérant au moment du versement.

ARTICLE 23 – DELEGATION DE POUVOIRS

Tout gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs spéciaux et temporaires.

ARTICLE 24 – DECISIONS COLLECTIVES

Toutes les décisions excédant les pouvoirs des gérants sont prises dans le cadre d'une décision collective.

Ces décisions peuvent être prises dans le cadre d'une assemblée, dans le cadre d'une procédure écrite, dans le cadre d'un acte sous seings privés ou authentique.

Les décisions dites extraordinaires sont celles qui modifient les statuts, statuent sur le retrait d'un associé, l'agrément de nouveaux associés, la cession du ou des biens immobiliers, propriété de la société et la dissolution de cette dernière.

Toutes autres décisions sont dites ordinaires.

Les décisions ordinaires doivent être prises à la majorité simple. Toute décision d'investissement devra également être prise à la majorité simple, tout comme les décisions de cession du tènement immobilier.

Si cette majorité n'était pas acquise sur première consultation, une deuxième consultation aurait lieu sur le même objet et la décision serait valablement prise à la majorité des parts présentes ou représentées.

Les décisions extraordinaires doivent être prises à la majorité absolue (50% + 1 voix).

A – CONSULTATIONS DANS LE CADRE D'UNE ASSEMBLEE :

1) Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant sous forme d'une lettre recommandée qui leur est adressée quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une réunion des associés sur une question déterminée.

Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la consultation des associés dans les conditions prévues par les statuts.

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa première demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer cette délibération.

2) Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. La lettre de convocation le précise.

3) Résolutions et documents d'information

L'ordre du jour doit être accompagné du texte des résolutions et de tout document nécessaire à l'information des associés.

Par ailleurs, durant le délai de quinze jours précédant l'assemblée, les documents adressés aux associés sont tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

4) Réunion de l'assemblée

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la lettre de convocation et sis dans le même département. Elle peut être tenue par voie dématérialisée et les documents pourront alors être signés par voie électronique.

Elle est présidée par le gérant. Si celui-ci n'est pas associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence est assurée par le plus âgé. Un secrétaire associé ou non, peut être désigné.

5) Représentation – Vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient (i) à l'usufruitier dans toutes les décisions tant de l'assemblée générale ordinaire (notamment les décisions concernant la nomination ou la révocation du gérant ainsi que la cession du tènement immobilier), que celles relevant de l'assemblée générale extraordinaire, (ii) à l'exception du transfert du siège social de la Société hors ressort, décision pour laquelle le droit de vote appartient au nu-propriétaire.

6) Procès-verbaux

Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des associés présents ou représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports qui leur ont été soumis, le texte des résolutions mises aux voix, les noms, prénoms et qualité du président, un résumé des débats et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants, s'il y a lieu par le président de l'assemblée.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la société, coté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais, soit par un juge du Tribunal de Commerce ou du Tribunal d'Instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphés.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion des feuilles est interdite. Les copies ou extraits des procès-verbaux des associés sont valablement certifiés conforme par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

B – CONSULTATION ECRITE :

1) Forme

Lorsqu'une consultation écrite est possible, conformément aux dispositions du présent article, les mêmes documents que ceux prévus en cas d'assemblée sont adressés aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent alors d'un délai de vingt jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre leur vote par écrit. Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu. Pour chaque résolution le vote est exprimé par oui ou par non. L'envoi est fait par lettre recommandée.

2) Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux d'assemblées, à l'exclusion de toutes les mentions concernant la seule assemblée.

Il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit. La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

C – ETABLISSEMENT D'UN ACTE :

Toutes décisions, tant ordinaires qu'extraordinaires, peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

ARTICLE 25 – DROIT DE COMMUNICATION

Tout associé a le droit d'obtenir à toute époque la délivrance d'une copie certifiée des statuts en vigueur au jour de la demande.

Tout associé a le droit d'obtenir lui-même, deux fois par an, communication des livres et des documents sociaux. Cette communication se fait au siège social.

Elle concerne tous les contrats, correspondances et plus généralement tous les documents établis par la société ou reçus par elle.

Le droit de communication emporte le droit de prendre copie.

L'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts inscrits, ou d'un conseil juridique, le tout à ses frais.

Les associés peuvent également poser par écrit, deux fois par an, des questions au gérant sur la gestion de la société. Le gérant devra répondre par écrit dans les deux mois

Le gérant doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion. Cette reddition de compte comporte un rapport écrit sur l'activité de la société, l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 26 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** pour se terminer le **TRENTE ET UN DECEMBRE** de chaque année.

A titre d'exception, le premier exercice social sera clos le **31 DECEMBRE 2024**.

ARTICLE 27 – COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit l'inventaire, le compte de résultat et le bilan de la société. Les associés doivent être convoqués en assemblée générale ou consultés dans les six mois de la clôture de l'exercice écoulé et sur l'affectation des résultats.

ARTICLE 28 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS - FISCALITÉ DES ASSOCIÉS

- A) Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, ainsi que de tous amortissements et de toutes provisions.
- B) Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.
- C) Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau.
- D) En cas de démembrement des parts sociales, le bénéfice distribuable, correspondant au résultat courant, revient normalement à l'usufruitier.

Conformément à la doctrine fiscale, le bénéfice exceptionnel, composé de plus-values de cession d'élément d'actif ou de toute autre source de profit générée à l'occasion de la sortie du patrimoine immobilier de la Société et à concurrence de ces plus-values, reviendra au nu-propriétaire, sauf convention contraire extra-statutaire entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.

D'un commun accord entre les associés, nonobstant ces stipulations, la décision de ne pas distribuer le résultat exceptionnel et de le conserver dans la Société ne pourra jamais être considérée comme un abus de majorité commis par l'usufruitier.

- E) Comme conséquence des dispositions du paragraphe D) ci-dessus, il est convenu qu'au plan fiscal :

- ✚ le Résultat courant relevant de l'activité notamment locative normale de la Société devra être déclaré à l'administration fiscale par l'usufruitier pour être imposé en son nom ou pour être déduit de ses bases imposables s'il s'agit d'un déficit.
- ✚ le Résultat exceptionnel, composé de plus-values de cession d'élément d'actif ou de toute autre source de profit générée à l'occasion de la sortie du patrimoine immobilier de la Société et à concurrence de ces plus-values, sera taxé chez le nu-propriétaire, conformément à la doctrine fiscale en vigueur.

- F) En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par les associés ou, à défaut, par la gérance.
En cas de distribution de réserves, il sera fait application de la règle visée ci-dessus concernant la distribution de plus-values de cession d'éléments d'actifs.
- G) Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital ; le solde, s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leurs parts sociales.

En tout état de cause, les pertes d'un exercice peuvent être, sur décision de l'Assemblée Générale, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs.

ARTICLE 29 – TRANSFORMATION

La société peut être transformée en société de toute autre forme sans que cette transformation entraîne création d'une personne morale nouvelle.

La transformation ne peut intervenir que dans le cadre d'une décision collective extraordinaire, étant précisé que la transformation en société en nom collectif ou en commandite exige l'accord de l'unanimité des associés.

ARTICLE 30 – DISSOLUTION

La société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf décision de prorogation prise dans le cadre d'une décision collective extraordinaire.

Un an avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider d'une éventuelle prorogation.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette consultation.

La société prend fin également :

- ⇒ par la réalisation ou l'extinction de son objet,
- ⇒ par l'annulation du contrat,
- ⇒ par la dissolution anticipée intervenant dans le cadre d'une décision collective extraordinaire,
- ⇒ par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal pour juste motif,

- ⇒ par la dissolution anticipée pour non régularisation de la situation dans le cas de réunion de toutes les parts en une même main,
- ⇒ par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation de biens,
- ⇒ par l'absence de tout gérant pendant une durée de plus d'une année.

La dissolution n'a d'effet vis à vis des tiers qu'après sa publication.

ARTICLE 31 – LIQUIDATION

La dissolution de la société entraîne sa liquidation.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité concernant la clôture de celle-ci.

Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la société doit être précédée ou suivie de la mention « société en liquidation ».

Le liquidateur est nommé par décision collective ordinaire. Il peut être révoqué dans les mêmes conditions.

La nomination et la révocation du liquidateur ne sont opposables aux tiers, qu'à compter de leur publication.

La durée des fonctions du liquidateur est fixée par la décision qui le nomme, étant précisé que la clôture de la liquidation doit intervenir dans les trois ans de la dissolution.

A défaut, le Tribunal saisi par le Ministère Public ou par tout intéressé, fera procéder à la liquidation ou à son achèvement.

La rémunération du liquidateur est fixée par la décision qui le nomme ou par une décision ultérieure de l'assemblée générale.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments d'actif de la société afin de parvenir à son entière liquidation.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou la révocation du liquidateur dès lors que celle-ci a été régulièrement publiée.

Si les résultats de la liquidation font apparaître une perte, celle-ci est supportée par les associés dans les proportions de leurs droits au capital social.

ARTICLE 32 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société ne jouit de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce & des Sociétés.

Jusqu'à son immatriculation, les personnes qui agissent au nom de la société sont tenues personnellement, sans solidarité, des obligations nées de ces actes.

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est présenté aux associés avant la signature des statuts.

La signature de cet état annexé entraîne reprise des engagements par la société du seul fait de son immatriculation.

La reprise de ces engagements peut également résulter, après l'immatriculation de la société, de décisions prises dans le cadre des décisions collectives ordinaires.

Les associés peuvent également donner mandat à un ou plusieurs d'entre eux pour prendre certains engagements pour le compte de la société.

Sous réserve que ces engagements soient déterminés et que les modalités en soient précisées, l'immatriculation de la société emporte reprise desdits engagements.

ARTICLE 33 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations concernant les affaires sociales qui pourraient s'élever entre les associés, ou ces derniers et la société, pendant la durée de la société et de sa liquidation, seront portées devant le Tribunal de Grande Instance du siège social.

En conséquence, tout associé devra faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE 34 – PUBLICITE ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les Formalités de publicité prévues par la loi.

ARTICLE 35 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires résultants des présentes seront portés en compte des frais généraux du premier exercice social.

Fait à Reyrieux,
Le 25 Juillet 2024

Statuts mis à jour le 19 Septembre 2024
Certifiés conformes par le gérant

Monsieur Laurent BESNARD

DocuSigned by:

B5664F3D9A66413...